



AFFICHAGE ■ SIGNALÉTIQUE URBAINE ■ COMMUNICATION VISUELLE

Serre les sapins

Le 16 Septembre 2024

Madame, Monsieur,

La société AFCM, acteur local dans le domaine des solutions de communications extérieur, souhaite également apporter sa contribution au sujet du futur RLPi.

Je pense qu'il est important de nuancer certains constats faits par GBM dans le diagnostic puisqu'ils sont antérieurs à certains événements que nous détaillons ci-après. Mais également concernant certains propos tenus par bon nombre de participants, compte tenu de leur date de publication.

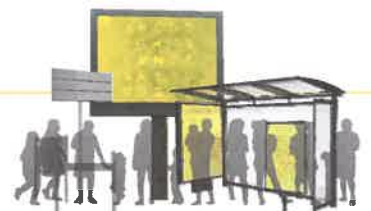
En effet, les différentes études et bilans effectués pour l'élaboration du RLPi l'ont été à une période bien différente de la situation actuelle en termes de densité publicitaire extérieure et de format de celle-ci. C'est d'ailleurs sur ces bases aujourd'hui erronées que le projet est présenté aux concitoyens lors de l'enquête publique, comme lors des concertations avec les professionnels et c'est bien dommage.

Le règlement local de publicité actuellement en vigueur sur Besançon a été approuvé en Mai 2022 et le code de l'environnement prévoit que les professionnels disposent d'un délai de 2 ans pour se mettre en conformité avec ce changement législatif. Ce qui nous amène à Mai 2024 pour pouvoir faire un constat cohérent et à jour du parc publicitaire sur la ville de Besançon (qui représente plus de 90% du nombre de panneaux de l'agglomération). Or, le projet de RLPi est antérieur à tout ceci, remettant en cause l'intérêt du diagnostic entre sa rédaction et la réalité du terrain aujourd'hui.

Ainsi, de nombreux contributeurs se plaignant du nombre de panneaux sur Besançon, l'ont fait avant la fin du délai de mise en conformité laissé aux afficheurs pour déposer ou transformer les anciens mobiliers devenus non conformes. Ces propos sont donc à prendre avec un peu de recul compte tenu du fait qu'ils font référence à une période passée.

Le constat est aujourd'hui assez simple, environ 75% du parc existant avant Mai 2024 s'est avéré non conforme à la conservation d'un panneau sur les propriétés privées. Ce sont donc les ¾ du parc qui ont été déposés par les sociétés d'affichage, le nombre restant n'est donc plus aussi « conséquent » que de nombreuses contributions le laissent à penser.

Pour les mobiliers encore en place, tous ont fait l'objet de transformations très coûteuses, avec pour seul et unique objectif de conserver une offre cohérente en affichage extérieur pour les acteurs locaux que sont nos clients.





AFFICHAGE ■ SIGNALÉTIQUE URBAINE ■ COMMUNICATION VISUELLE

Si certaines sociétés de notre secteur d'activité tirent la majeure partie de leur chiffre d'affaires auprès d'annonceurs nationaux, ce n'est pas le cas de la société AFCM qui tire plus de 90% de celui-ci avec des annonceurs locaux.

Et si cela concerne évidemment de nombreux types de commerces et d'activités, n'oublions pas que certaines institutions ont également besoin de ces supports de communication pour faire connaître leurs événements. Car oui, nos clients récurrents comportent par exemple : la Citadelle de Besançon, Micropolis (pour ses foires et salons), Grand Besançon Métropole et la mairie de Besançon (pour les mardis des rives par exemple), le Sybert (valorisation des déchets)... Oui, la publicité participe aussi à valoriser le territoire bisontin.

Au-delà du manque d'espace publicitaire pour les annonceurs, et de la perte engendrée par une moindre quantité de panneaux pour les afficheurs, c'est tout un métier qui est menacé. Car Besançon n'est pas un cas isolé et de nombreuses communes (Lons le Saunier, Pontarlier, Dijon, Chalon sur Saône, Beaune...) ont déjà révisé leur règlement (de façon plus ou moins drastique) ces dernières années ou s'appêtent à le faire. Ce sont donc des emplois locaux qui sont menacés, ceux de notre structure et sa douzaine de salariés bien évidemment, mais également ceux de nos 21 afficheurs, poseurs, monteurs, qui se retrouveront demain sans activité si cette hécatombe perdure.

Nous sommes également interpellés lorsque nous voyons que certaines personnes encouragent à n'utiliser que les supports digitaux pour communiquer, alors même que le gouvernement et les médecins s'accordent à demander une limitation du temps d'écran et une forme de déconnexion au numérique. Car sous cette forme, la publicité nous poursuit finalement partout, au travail, à l'extérieur et jusque dans nos domiciles. Qui plus est, ces supports ne génèrent aucune retombée économique locale (que ce soit en termes de fiscalité pour les collectivités ou de création d'emplois), les entreprises concernées se trouvant à l'étranger et ne payant quasiment aucune taxe en France. A l'heure où on cherche à tout prix à « consommer local », à faire de la proximité, du circuit court, à valoriser nos territoires, ce genre de discours ne saurait être entendu.

Enfin, dans le règlement actuellement en vigueur sur Besançon, il n'est prévu qu'une seule face exploitable par mobilier publicitaire, interdisant par conséquent les « doubles faces » et obligeant à neutraliser le dos par la pose d'un bardage disgracieux. Nous nous questionnons sur l'intérêt de cette mesure qui vise finalement plus à pénaliser les sociétés d'affichage (et indirectement leurs clients) plutôt qu'un objectif de préservation du cadre de vie, le panneau étant toujours présent quoi qu'il arrive (qu'il soit visible dans un sens ou les deux).



ensemble communiquons, affichons votre image

ZA Eurespace - 4, Rue Droulier 25770 SERRE LES SAPINS
Tél. 03 81 53 47 24 - Fax. 03 81 88 34 18 - www.afcm-affichage.fr

S.A.R.L au capital de 1 200 000 € - RCS Besançon Siret : 484 877 733 00028 - APE : 7311Z - T.V.A intracommunautaire : FR65484877733





AFFICHAGE ■ SIGNALÉTIQUE URBAINE ■ COMMUNICATION VISUELLE

Nous souhaiterions donc que soit revu ce dernier point (puisque la densité de panneaux ne serait pas remise en cause) et que la métropole choisisse de ne pas durcir encore les règles déjà très contraignantes en vigueur sur Besançon, en étendant simplement celles en vigueur au reste des communes concernées.

Comme nous l'avons toujours fait, nous restons à disposition de la métropole pour échanger sur les différents sujets en lien avec ce projet.

Vous remerciant par avance de prendre en compte notre contribution.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, nos salutations les plus sincères.

Société AFCM

Aurélien BRAY – Responsable patrimoine



AFCM
ZA Eurespace
4, rue Droulier
25770 SERRE LES SAPINS
Tél : 03 81 53 47 24 / Fax 03 81 88 34 18



ensemble communiquons, affichons votre image

ZA Eurespace - 4, Rue Droulier 25770 SERRE LES SAPINS
Tél. 03 81 53 47 24 - Fax. 03 81 88 34 18 - www.afcm-affichage.fr

S.A.R.L au capital de 1 200 000 € - RCS Besançon Siret : 484 877 733 00028 - APE : 7311Z - T.V.A intracommunautaire : FR65484877733

